

# Discours du CRI à l'occasion de la manifestation pour des partenariats éthiques et transparents

*CentraleSupélec le 12 janvier 2026*

Camarades centraliens·nes, membres de l'administration de CentraleSupélec,

Demain se tient la journée stratégique du Conseil d'Administration. Une journée entière dédiée aux sujets "stratégiques" de l'école : stratégie internationale, diversité et relations entreprises. Au sein de cet ordre du jour vague et flou, un point essentiel : la stratégie partenariale de CentraleSupélec. Ces choix décident de qui finance nos cours, qui parle dans nos amphis et pour quels intérêts nous sommes formé·es

Il est grand temps que nous, étudiant·es, nous saisissons de ces sujets, avec le soutien d'une partie du personnel de l'école. Sautons sur l'occasion pour prouver que notre avis DOIT être pris en compte !

Nous sommes ici pour rappeler que ces partenariats ne sont pas neutres. Pour rappeler que ce sont des choix : moraux, éthiques, mais surtout politiques ! Pour rappeler que CentraleSupélec continue de nouer et de maintenir des partenariats aveugles aux enjeux sociaux, environnementaux et politiques, sans débat démocratique, sans transparence, et sans droit de regard des étudiant·es.

Rejoignez-nous pour remettre en cause les collaborations avec des entreprises écocidaires ou génocidaires ! Rejoignez-nous pour dénoncer l'emprise croissante des intérêts privés dans l'enseignement supérieur public !

- Nous refusons de voir dans nos écoles des entreprises complices du génocide à Gaza et de la colonisation en Cisjordanie. Des entreprises complices de crimes de guerres et de crimes contre l'humanité comme MBDA, Safran, Thales, Dassault, Exxelia, Airbus, Siemens, BNP Paribas, Carrefour n'ont rien à faire dans l'enseignement supérieur. De la même façon, les liens avec des universités complices des crimes d'Israël, comme Technion et l'Université Bar Ilan doivent être rompus.
- Une école qui se targue d'être actrice de la transition ne peut pas être en partenariat avec des entreprises de l'énergie responsables de l'inaction climatique, porteuses de projets écocidaires aux conséquences humaines désastreuses, comme TotalEnergies, Schneider Electric, ou Engie. Elle ne peut pas garder des liens avec des géants du béton et de l'artificialisation comme Vinci, Bouygues ou Eiffage. Elle ne peut pas mettre en avant les financeur·euses du dérèglement climatique comme le groupe BPCE, AXA, BNP Paribas, Crédit Agricole, Natixis, ou la Société Générale.
- CentraleSupélec doit cesser d'arborer fièrement l'image d'Auchan et Carrefour, groupes de la grande distribution aux pratiques sociales et écologiques désastreuses. L'école doit abandonner les multinationales Amazon, MacKinsey, LVMH qui échappent largement à l'impôt et dont les salarié·es travaillent dans des conditions inhumaines.

Ces entreprises utilisent leur influence et leur omniprésence dans l'enseignement supérieur pour faire du greenwashing et pour promouvoir des discours fallacieux. Leurs intérêts économiques guident la recherche et l'enseignement, au détriment de l'honnêteté, de la rigueur

scientifique et de l'intérêt général.

L'enseignement supérieur n'a pas à devenir le terrain d'expression des intérêts privés de multinationales qui refusent de remettre en cause un modèle économique suicidaire, destructeur du vivant et socialement violent.

La direction nous dit que l'école ne peut pas se passer de leurs financements. Mais si la survie économique d'un établissement dépend entièrement de ses liens avec des entreprises privées, peut-on encore parler d'un service public ? Dans ce cas, l'école ne forme plus : elle fournit des prestations aux entreprises. Et les étudiant·e·s deviennent des marchandises.

Face à cet argumentaire, on nous répond que les partenariats ne représentent qu'une petite partie des fonds de l'école. Mais si ils sont si peu importants, pourquoi ne nous en débarrassons-nous pas dès maintenant ?

Face à ses propres contradictions, la direction se contente d'opérations de communication, comme le guide des labels ou le cursus Transitions, et refuse de remettre en cause ces partenariats, restant toujours alignée avec les contrevérités et avec la vision du monde avancées par ces entreprises.

Nos demandes sont claires :

- Une transparence totale sur les partenariats existants, y compris les montants financiers en jeu,
- Une charte contraignante fixant des critères éthiques, sociaux et environnementaux ambitieux, nécessaire à la validation ou la reconduction d'un partenariat,
- Un droit de retrait étudiant, permettant de refuser de participer à des projets liés à des entreprises problématiques,
- Un droit de veto étudiant formel sur l'ouverture ou la reconduction de tout partenariat, via une instance représentative ou un référendum,
- L'arrêt immédiat des partenariats avec les entreprises et les institutions citées.

Rompre ces partenariats, ce n'est pas qu'un geste symbolique. C'est empêcher ces entreprises de recruter si facilement des ingénieur·es pour perpétuer un modèle mortifère, qui renforce les inégalités et les oppressions. C'est lutter contre la casse sociale en France, les exploitations néocoloniales en Afrique et en Amérique du Sud, le génocide à Gaza ou la destruction du vivant.

Nous avons été sages ! Car après tout, l'admin de CentraleSupélec est "ouverte au dialogue". Après tout, on nous autorise à nous exprimer, mais sans faire de bruit. On nous autorise à faire des pétitions, mais on ne doit pas en attendre de réponse. On nous supplie de faire des conférences à la place de manifestations, mais sans toucher aux sujets qui comptent par peur de "prosélytisme". Le droit nous autorise à tracter, mais selon l'admin, pas quand on y parle de génocide, d'écologie ou de droits sociaux.

Nous avons été sages ! Assez ! Malgré tous les obstacles que l'école peut mettre en travers de notre chemin, nous continuerons le combat.

Car rompre ces partenariats, c'est un premier pas nécessaire pour mettre fin à ce système qui nous mène droit à la catastrophe : sociale, environnementale et humaine ! Et puisqu'il ne se reformera pas tout seul, nous le ferons plier ! Camarades centraliens·nes, membres de l'administration de CentraleSupélec,

Demain se tient la journée stratégique du Conseil d'Administration. Une journée entière dédiée

aux sujets "stratégiques" de l'école : stratégie internationale, diversité et relations entreprises. Au sein de cet ordre du jour vague et flou, un point essentiel : la stratégie partenariale de CentraleSupélec. Ces choix décident de qui finance nos cours, qui parle dans nos amphis et pour quels intérêts nous sommes formé·es

Il est grand temps que nous, étudiant·es, nous saisissons de ces sujets, avec le soutien d'une partie du personnel de l'école. Sautons sur l'occasion pour prouver que notre avis DOIT être pris en compte !

Nous sommes ici pour rappeler que ces partenariats ne sont pas neutres. Pour rappeler que ce sont des choix : moraux, éthiques, mais surtout politiques ! Pour rappeler que CentraleSupélec continue de nouer et de maintenir des partenariats aveugles aux enjeux sociaux, environnementaux et politiques, sans débat démocratique, sans transparence, et sans droit de regard des étudiant·es.

Rejoignez-nous pour remettre en cause les collaborations avec des entreprises écocidaires ou génocidaires ! Rejoignez-nous pour dénoncer l'emprise croissante des intérêts privés dans l'enseignement supérieur public !

- Nous refusons de voir dans nos écoles des entreprises complices du génocide à Gaza et de la colonisation en Cisjordanie. Des entreprises complices de crimes de guerres et de crimes contre l'humanité comme MBDA, Safran, Thales, Dassault, Exxelia, Airbus, Siemens, BNP Paribas, Carrefour n'ont rien à faire dans l'enseignement supérieur. De la même façon, les liens avec des universités complices des crimes d'Israël, comme Technion et l'Université Bar Ilan doivent être rompus.
- Une école qui se targue d'être actrice de la transition ne peut pas être en partenariat avec des entreprises de l'énergie responsables de l'inaction climatique, porteuses de projets écocidaires aux conséquences humaines désastreuses, comme TotalEnergies, Schneider Electric, ou Engie. Elle ne peut pas garder des liens avec des géants du béton et de l'artificialisation comme Vinci, Bouygues ou Eiffage. Elle ne peut pas mettre en avant les financeur·euses du dérèglement climatique comme le groupe BPCE, AXA, BNP Paribas, Crédit Agricole, Natixis, ou la Société Générale.
- CentraleSupélec doit cesser d'arborer fièrement l'image d'Auchan et Carrefour, groupes de la grande distribution aux pratiques sociales et écologiques désastreuses. L'école doit abandonner les multinationales Amazon, MacKinsey, LVMH qui échappent largement à l'impôt et dont les salarié·es travaillent dans des conditions inhumaines.

Ces entreprises utilisent leur influence et leur omniprésence dans l'enseignement supérieur pour faire du greenwashing et pour promouvoir des discours fallacieux. Leurs intérêts économiques guident la recherche et l'enseignement, au détriment de l'honnêteté, de la rigueur scientifique et de l'intérêt général.

L'enseignement supérieur n'a pas à devenir le terrain d'expression des intérêts privés de multinationales qui refusent de remettre en cause un modèle économique suicidaire, destructeur du vivant et socialement violent.

La direction nous dit que l'école ne peut pas se passer de leurs financements. Mais si la survie économique d'un établissement dépend entièrement de ses liens avec des entreprises privées, peut-on encore parler d'un service public ? Dans ce cas, l'école ne forme plus : elle fournit des prestations aux entreprises. Et les étudiant·e·s deviennent des marchandises.

Face à cet argumentaire, on nous répond que les partenariats ne représentent qu'une petite

partie des fonds de l'école. Mais si ils sont si peu importants, pourquoi ne nous en débarrassons-nous pas dès maintenant ?

Face à ses propres contradictions, la direction se contente d'opérations de communication, comme le guide des labels ou le cursus Transitions, et refuse de remettre en cause ces partenariats, restant toujours alignée avec les contrevérités et avec la vision du monde avancées par ces entreprises.

Nos demandes sont claires :

- Une transparence totale sur les partenariats existants, y compris les montants financiers en jeu,
- Une charte contraignante fixant des critères éthiques, sociaux et environnementaux ambitieux, nécessaire à la validation ou la reconduction d'un partenariat,
- Un droit de retrait étudiant, permettant de refuser de participer à des projets liés à des entreprises problématiques,
- Un droit de veto étudiant formel sur l'ouverture ou la reconduction de tout partenariat, via une instance représentative ou un référendum,
- L'arrêt immédiat des partenariats avec les entreprises et les institutions citées.

Rompre ces partenariats, ce n'est pas qu'un geste symbolique. C'est empêcher ces entreprises de recruter si facilement des ingénieur-es pour perpétuer un modèle mortifère, qui renforce les inégalités et les oppressions. C'est lutter contre la casse sociale en France, les exploitations néocoloniales en Afrique et en Amérique du Sud, le génocide à Gaza ou la destruction du vivant.

Nous avons été sages ! Car après tout, l'admin de CentraleSupélec est "ouverte au dialogue". Après tout, on nous autorise à nous exprimer, mais sans faire de bruit. On nous autorise à faire des pétitions, mais on ne doit pas en attendre de réponse. On nous supplie de faire des conférences à la place de manifestations, mais sans toucher aux sujets qui comptent par peur de "prosélytisme". Le droit nous autorise à tracter, mais selon l'admin, pas quand on y parle de génocide, d'écologie ou de droits sociaux.

Nous avons été sages ! Assez ! Malgré tous les obstacles que l'école peut mettre en travers de notre chemin, nous continuerons le combat.

Car rompre ces partenariats, c'est un premier pas nécessaire pour mettre fin à ce système qui nous mène droit à la catastrophe : sociale, environnementale et humaine ! Et puisqu'il ne se reformera pas tout seul, nous le ferons plier !